

RAPPORT INTERMÉDIAIRE POUR LES NEUF MOIS CLOS LE 1^{ER} NOVEMBRE 2014

REITMANS PENNINGTONS ADDITION ELLE RW & CO. THYME SMART SET



Reitmans
(CANADA) LIMITÉE

REITMANS EST LE CHEF DE FILE DES DÉTAILLANTS SPÉCIALISÉS AU CANADA. NOTRE OBJECTIF EST SIMPLE, OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE UN SERVICE DÉDIÉ, AXÉ SUR LA VALEUR ET L'EXCELLENCE. EN ENCOURAGEANT L'INNOVATION, LA CROISSANCE, LE PROGRÈS ET LE TRAVAIL D'ÉQUIPE, NOUS CHERCHONS À OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE CE QU'IL Y A DE MIEUX SUR LE MARCHÉ EN TERMES DE QUALITÉ ET DE VALEUR.

À NOS ACTIONNAIRES

Les ventes du trimestre clos le 1^{er} novembre 2014 ont reculé de 4,5 % pour s'établir à 238,3 millions de dollars comparativement à 249,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 2 novembre 2013, ayant été affectées par une réduction nette de 52 magasins. Les ventes des magasins comparables¹ ont augmenté de 0,2 %, les ventes des magasins traditionnels ayant reculé de 1,5 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 76,4 %. La marge brute de la société pour le trimestre clos le 1^{er} novembre 2014 s'est établie à 61,2 % en regard de 61,0 % pour le trimestre clos le 2 novembre 2013. Le bénéfice net du trimestre clos le 1^{er} novembre 2014 s'est établi à 12,9 millions de dollars (bénéfice dilué par action de 0,20 \$) comparativement à un bénéfice net de 5,8 millions de dollars (bénéfice dilué par action de 0,09 \$) pour le trimestre clos le 2 novembre 2013. Le BAIIA ajusté¹ pour le trimestre clos le 1^{er} novembre 2014 s'est chiffré à 31,1 millions de dollars, en hausse de 48,2 % par rapport à celui de 21,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 2 novembre 2013, s'expliquant essentiellement par la fermeture de magasins dont la performance est insatisfaisante et par les mesures de réduction des coûts à l'échelle de l'entreprise précédemment indiquées.

Les ventes des neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 se sont établies à 703,1 millions de dollars comparativement à 719,7 millions de dollars pour les neuf mois clos le 2 novembre 2013, une baisse de 2,3 % ayant été affectées par une réduction nette de 52 magasins. Les ventes des magasins comparables¹ ont augmenté de 0,9 %, les ventes des magasins traditionnels ayant reculé de 0,1 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 52,3 %. La marge brute de 60,1 % de la société pour les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 est en baisse par rapport à celle de 62,6 % pour les neuf mois clos le 2 novembre 2013, recul principalement attribuable aux effets du recul marqué du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le bénéfice net des neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 s'est établi à 9,0 millions de dollars (bénéfice dilué par action de 0,14 \$) en regard d'un bénéfice net de 13,4 millions de dollars (bénéfice dilué par action de 0,21 \$) pour les neuf mois clos le 2 novembre 2013. Le BAIIA ajusté¹ pour les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 s'est chiffré à 50,7 millions de dollars comparativement à 62,3 millions de dollars pour les neuf mois clos le 2 novembre 2013, soit une diminution de 11,6 millions de dollars.

Le 25 novembre 2014, la société a annoncé un plan qui prévoit la fermeture de la totalité des 107 magasins Smart Set au cours des prochains 12 à 18 mois, afin d'accroître les résultats d'exploitation de la compagnie et réorienter ses efforts de vente et de merchandising en convertissant environ 76 magasins Smart Set en magasins d'autres bannières de la société et en fermant 31 magasins. La décision de mettre fin aux activités de la bannière Smart Set a donné lieu à des radiations d'actifs sans effet sur la trésorerie de 2,7 millions de dollars pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014.

Au cours du trimestre, la société a ouvert 8 magasins et en a fermé 10. Ainsi, au 1^{er} novembre 2014, la société exploite 843 magasins, soit 343 Reitmans, 141 Penningtons, 105 Addition Elle, 79 RW & CO., 68 Thyme Maternité et 107 Smart Set, comparativement à un total de 895 magasins au 2 novembre 2013. Elle exploite également 21 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us au Canada.

Les ventes du mois de novembre (soit la période de quatre semaines close le 29 novembre 2014) ont augmenté de 0,2 %, les ventes des magasins comparables¹ ayant affiché une augmentation de 4,1 %, celles des magasins traditionnels ayant augmenté de 2,4 % et celles du commerce électronique ayant augmenté de 60,6 %.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 4 décembre 2014, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant les dividendes admissibles) de 0,05 \$ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 29 janvier 2015 aux actionnaires inscrits aux registres le 19 janvier 2015.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Président du conseil et chef de la direction
Montréal, le 4 décembre 2014

¹ Le texte ci-haut fait référence au BAIIA ajusté, mesure financière non conforme aux PCGR qui se définit en tant que bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat, les autres produits, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit ou la perte réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les charges au titre des pertes de valeur nettes. Le tableau figurant à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion, effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net, et le BAIIA ajusté. La société présente également les ventes des magasins comparables, constituées des ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Même si cet indicateur de rendement clé est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

POUR LES NEUF MOIS CLOS LE 1^{ER} NOVEMBRE 2014

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 1^{er} novembre 2014 et pour la période close à cette date et des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 1^{er} février 2014, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 4 décembre 2014.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), aussi appelées principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans le présent rapport sont en milliers de dollars canadiens, sauf lorsqu'il s'agit d'un montant par action. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 4 décembre 2014.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmans.ca, ou sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, notamment : l'impact de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société, y compris ceux décrits aux rubriques intitulées « Gestion des risques d'exploitation » et « Gestion des risques financiers » du présent rapport de gestion. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives, qui reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations, les opinions et les hypothèses actuelles de la société, qui reposent sur la perception de la direction à l'égard des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge appropriés dans les circonstances. Les déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion comprennent notamment des déclarations concernant les résultats et événements futurs prévus de la société, les liquidités futures, les dépenses d'investissement planifiées, le montant des cotisations versées au régime de retraite, l'état et l'incidence de la mise en œuvre de systèmes, la capacité de la société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et ses initiatives au chapitre de la réduction des coûts et de l'amélioration de la productivité ainsi que l'incidence de telles initiatives. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée à toute déclaration prospective ci-incluse. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté »), à titre de mesure financière non conforme aux PCGR. Le BAIIA ajusté se définit en tant que bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat, les autres produits, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit ou la perte réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes. Le tableau suivant effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net, et le BAIIA ajusté. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est un important indicateur de la capacité de la société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement, et elle utilise cette mesure à ces fins. L'exclusion des produits de dividendes et des produits d'intérêts élimine l'incidence des produits tirés d'activités autres que d'exploitation. L'exclusion des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur élimine l'incidence hors trésorerie. Le BAIIA ajusté a pour but de fournir des informations additionnelles utiles aux investisseurs et aux analystes et cette mesure n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Par conséquent, le BAIIA ajusté ne devrait pas être considéré isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. D'autres sociétés peuvent calculer le BAIIA ajusté différemment. De temps à autre, la société peut exclure des éléments additionnels si elle croit qu'elle pourra ainsi arriver à une analyse plus efficace du rendement opérationnel sous-jacent. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents.

La société utilise les ventes des magasins comparables comme indicateur de rendement clé (« IRC ») pour évaluer le rendement des magasins (y compris le site de commerce électronique de chaque bannière) et la croissance des ventes. Les ventes des magasins comparables constituent les ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Même si cet IRC est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La direction utilise les ventes des magasins comparables pour évaluer le rendement des magasins et juge cette mesure utile pour déterminer la part de nouvelles ventes provenant de la croissance des ventes et la part pouvant être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Par conséquent, les ventes des magasins comparables ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice net au BAIIA ajusté pour les trimestres et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 et le 2 novembre 2013.

(non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	1 ^{er} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{er} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013
Bénéfice net	12 866 \$	5 763 \$	9 008 \$	13 359 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes	15 942	13 913	41 773	46 412
Produits de dividendes	(592)	(872)	(1 889)	(2 608)
Produits d'intérêts	(273)	(133)	(617)	(437)
Profit réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente	(836)	–	(775)	–
Perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	564	190	574	692
Charges d'intérêts	95	121	306	382
Charge d'impôt sur le résultat	3 362	2 029	2 283	4 517
BAIIA ajusté	31 128 \$	21 011 \$	50 663 \$	62 317 \$

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La société a un seul secteur à présenter qui tire ses produits de la vente de vêtements pour dames à ses clients grâce à ses six bannières. La société exploite des magasins partout au Canada, dans les galeries marchandes, les mégacentres commerciaux et les centres commerciaux linéaires de même que sur les grandes artères commerciales. Avec ses 343 magasins d'une superficie moyenne de 4600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada. Elle se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité. Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons

propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables pour les tailles mode 14 à 32. Penningtons exploite 141 magasins dans des mégacentres au Canada, d'une superficie moyenne de 6000 pieds carrés. Addition Elle est une destination mode pour les femmes de taille forte axée sur la mode, la qualité et la coupe, offrant les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Addition Elle exploite 105 magasins d'une superficie moyenne de 6000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays. RW & CO. exploite 79 magasins d'une superficie moyenne de 4500 pieds carrés situés dans des emplacements de choix dans des centres commerciaux importants. Sa mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain en proposant des vêtements et articles mode pour elle et lui. Thyme Maternité est un chef de file de la mode pour futures mamans, proposant des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme exploite 68 magasins d'une superficie moyenne de 2300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale. Comptant 107 magasins d'une superficie moyenne de 3400 pieds carrés, Smart Set est la destination mode offrant des styles tendance et une expérience de magasinage sociale, créative et inspirante, avec ses vêtements de carrière et d'extérieur, denim, articles essentiels et accessoires.

Le 25 novembre 2014, la société a annoncé un plan qui prévoit la fermeture de la totalité des 107 magasins Smart Set au cours des prochains 12 à 18 mois. Malgré une certaine amélioration du rendement de la bannière Smart Set, la direction a déterminé que la meilleure stratégie pour accroître ses résultats d'exploitation consistait à réorienter ses efforts de vente et de merchandising en convertissant environ 76 magasins Smart Set en magasins d'autres bannières de la société et en fermant 31 magasins. Les ventes de la bannière Smart Set pour les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 se sont chiffrées à 68 499 \$, en regard de 72 476 \$ pour les neuf mois clos le 2 novembre 2013, alors que les pertes liées aux activités d'exploitation pour les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 se sont établies à 10 460 \$ contre 21 526 \$ pour les neuf mois clos le 2 novembre 2013 (y compris l'affectation de frais généraux). La décision de mettre fin aux activités de la bannière Smart Set a donné lieu à des radiations d'actifs sans effet sur la trésorerie de 2 700 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014. Aucune dépréciation des stocks ni indemnité de départ importante versée aux membres du personnel ne sont prévues par la société.

La société exploite également des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

En plus des magasins de vente au détail individuels, la société exploite 21 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us du Canada. En juin 2014, la société a fermé ses autres espaces-boutiques Thyme Maternité aux États-Unis.

BANNIÈRES

	NOMBRE DE MAGASINS AU						NOMBRE DE MAGASINS AU		
	1 ^{er} FÉVRIER 2014	OUVERTURES AU T1	FERMETURES AU T1	OUVERTURES AU T2	FERMETURES AU T2	OUVERTURES AU T3	FERMETURES AU T3	1 ^{er} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013
Reitmans	349	1	(5)	–	(2)	2	(2)	343	355
Penningtons	152	1	(7)	–	(3)	–	(2)	141	151
Addition Elle	101	1	–	1	(1)	3	–	105	103
RW & CO.	77	–	–	–	(1)	3	–	79	77
Thyme Maternité ¹	70	–	(2)	–	–	–	–	68	71
Smart Set	129	–	(5)	–	(11)	–	(6)	107	138
Total	878	3	(19)	1	(18)	8	(10)	843	895

¹ Compte non tenu des espaces-boutiques situés dans des magasins Babies"R"Us.

Espaces-boutiques Thyme Maternité

Babies"R"Us – Canada	23	–	–	–	(2)	–	–	21	22
Babies"R"Us – États-Unis	169	–	(102)	–	(67)	–	–	–	166
Babies"R"Us – Total	192	–	(102)	–	(69)	–	–	21	188

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité et sa rentabilité dans l'ensemble de ses activités grâce au perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus.

Les initiatives en cours et les nouvelles initiatives de la société sont comme suit:

INITIATIVES	SITUATION ACTUELLE
La société a annoncé récemment son intention de mettre fin aux activités des magasins exploités sous la bannière Smart Set.	Au cours des prochains 12 à 18 mois, la société prévoit convertir environ 76 magasins Smart Set en magasins d'autres bannières et fermer 31 magasins. Cette stratégie devrait améliorer les résultats d'exploitation en permettant à la société de recentrer ses efforts de vente et de marchandisage sur les autres bannières.
La société continue de parfaire son offre de produits dans toutes ses bannières en mettant l'accent sur la mode et les bas prix.	La société a effectué d'importants changements à l'image de ses différentes bannières. Chaque bannière continue d'élaborer et de mettre en œuvre sa stratégie de marque, créant ainsi une uniformité et une expérience de marque intégrée dans tous ses canaux de vente.
La société s'engage à poursuivre son investissement dans le commerce électronique, notamment en améliorant la gestion des relations avec la clientèle et la technologie.	La société poursuit son investissement dans le commerce électronique, y compris le déploiement de technologie mobile au cours de l'exercice 2015. La société est satisfaite de la croissance continue des ventes en ligne.
La société poursuit une initiative d'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement et de marchandisage à l'échelle de l'entreprise grâce à un programme dénommé «SCORE» à l'interne. Ce programme est axé sur le déploiement des meilleures applications de vente au détail sur une nouvelle plateforme technologique améliorée. SCORE permettra d'employer de nouveaux processus qui offriront de la souplesse et une capacité d'adaptation dans les activités de la chaîne de marchandisage et d'approvisionnement.	Au cours de l'exercice 2014, la société a terminé le déploiement de la partie du programme SCORE visant le système de gestion de l'entrepôt, qui fournit les résultats prévus et réalise des améliorations des efficacités relativement au système. Une composante importante du champ de travail financier du programme SCORE sera finalisée au quatrième trimestre de l'exercice 2015 et les étapes restantes sont sur la bonne voie pour être menées à terme au cours de l'exercice 2016.
Un examen complet de la stratégie d'approvisionnement mondiale de la société et de sa mise en application a été entrepris dans le but de réduire le temps nécessaire pour introduire les produits dans le marché.	Cet examen progresse bien; l'évaluation des pratiques courantes permet de juger de la pertinence des occasions. La réduction du nombre de fournisseurs et des améliorations à la chaîne d'approvisionnement sont en cours.
La société a mis en place un programme visant la réduction des coûts dans toute l'entreprise. Ce programme comprend un examen des activités et des processus du siège social ayant pour but d'accroître l'efficacité.	Les améliorations des processus ont été mises en œuvre et ont généré des économies et accroîtront l'efficacité au fur et à mesure que la société fait progresser ce projet. Les mesures comprenaient également la réduction de l'effectif.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 1^{ER} NOVEMBRE 2014 (« TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 2 NOVEMBRE 2013 (« TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014 »)

Les ventes du troisième trimestre de l'exercice 2015 se sont élevées à 238 295 \$ comparativement à 249 414 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, une baisse de 4,5 % ayant été affectée par une réduction nette de 52 magasins, la société rationalisant les magasins dont la performance est insatisfaisante. Les ventes des magasins comparables ont augmenté de 0,2 %, les ventes des magasins traditionnels ayant reculé de 1,5 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 76,4 %. Le troisième trimestre de l'exercice 2015 a été difficile dans la plupart des bannières puisque la baisse de l'achalandage a contribué au ralentissement des ventes. Les ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique des diverses bannières ont continué d'afficher une forte croissance, bien qu'elles ne représentent qu'un faible pourcentage des ventes totales de la société.

La marge brute du troisième trimestre de l'exercice 2015 s'est établie à 145 833 \$ comparativement à 152 224 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, soit une baisse de 4,2 %. La marge brute de la société pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 s'est chiffrée à 61,2 % en regard de 61,0 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2014. L'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative sur les marges, le taux moyen du dollar américain variant de 1,09 \$ à 1,13 \$ au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015, comparativement à un taux moyen variant de 1,02 \$

à 1,06 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014. Les effets du recul du dollar canadien par rapport au dollar américain ont été contrebalancés par une meilleure gestion des stocks et des démarques.

Les frais de vente et de distribution pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 se sont chiffrés à 127 018 \$ comparativement à des frais de 136 075 \$ comptabilisés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014, à savoir une diminution de 9 057 \$ ou de 6,7 %. Une réduction nette du nombre de magasins ainsi que des économies découlant de mesures continues mises en place par la société ont permis de réaliser des économies de coûts. Par ailleurs, la société a comptabilisé une charge de 4 717 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2015 comparativement à 713 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2014 au titre des pertes de valeur nettes relativement à des magasins dont la performance est insatisfaisante et aux radiations d'immobilisations corporelles et incorporelles liées à la fermeture de magasins. Cette augmentation est grandement attribuable à une charge au titre des pertes de valeur de 2 700 \$ comptabilisée à l'égard de la fermeture des magasins de la bannière Smart Set. La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 se sont élevées à 15 494 \$ en regard de 13 309 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014. Le niveau moindre de l'amortissement imputable à la baisse des dépenses d'investissement a été contrebalancé par une hausse de la charge au titre des pertes de valeur attribuable à la fermeture des magasins de la bannière Smart Set.

Les charges administratives du troisième trimestre de l'exercice 2015 se sont chiffrées à 9 882 \$ en regard de 10 827 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, soit une baisse de 945 \$ ou 8,7 %. La société a instauré un régime incitatif lié au rendement du personnel fondé sur des objectifs de performance en matière d'exploitation; les dépenses qui y sont rattachées sont comptabilisées lors de l'atteinte de ces objectifs. La diminution des charges administratives s'explique essentiellement par le recul des charges engagées au titre de l'atteinte de ces objectifs. La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, comprise dans les charges administratives pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 s'est élevée à 448 \$, contre 604 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014.

Les produits financiers pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 se sont établis à 7 954 \$ comparativement à 2 781 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014. Cette augmentation s'explique principalement par la variation nette de la juste valeur des contrats d'options d'achat et de vente en dollars américains, ce qui donne lieu à un profit de 4 399 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2015, comparativement à un profit de 103 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014. Le profit de change a augmenté, passant de 1 673 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2014 à 1 854 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2015, en raison principalement des contrats d'options sur devises venant à échéance à des taux de change favorables au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015. Les produits de dividendes pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 se sont chiffrés à 592 \$, ce qui est inférieur aux produits de dividendes de 872 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014 en raison du nombre réduit de titres négociables causée par les rachats obligatoires et la vente d'actions privilégiées.

Les charges financières du troisième trimestre de l'exercice 2015 se sont établies à 659 \$ par rapport à 311 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014. La hausse de 348 \$ s'explique principalement par une perte de valeur sur les actifs financiers disponibles à la vente de 564 \$ comptabilisée au troisième trimestre de l'exercice 2015, comparativement à une perte de valeur de 190 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2014.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2015, le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 16 228 \$ comparativement à 7 792 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, en hausse de 8 436 \$. Le BAIIA ajusté pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 s'est chiffré à 31 128 \$ comparativement à 21 011 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, soit une augmentation de 10 117 \$ ou de 48,2 %. L'augmentation du bénéfice avant impôt sur le résultat et l'amélioration du BAIIA ajusté s'explique essentiellement par la fermeture de magasins dont la performance est insatisfaisante et par les mesures de réduction des coûts à l'échelle de l'entreprise précédemment indiquées. Une réduction de l'effectif au siège social et dans les bureaux régionaux, conjuguée à une diminution du nombre de magasins, a donné lieu à des économies au chapitre des salaires et des avantages. D'autres économies ont été réalisées grâce à une meilleure gestion des coûts dans des secteurs non liés aux salaires. Les effets du recul marqué du dollar canadien par rapport au dollar américain, ayant entraîné une augmentation du coût des biens vendus, ont été contrebalancés par une meilleure gestion des stocks et des démarques.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2015, la société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat s'élevant à 3 362 \$ (taux d'impôt effectif de 20,7 %) tandis que pour le troisième trimestre de l'exercice 2014, la charge d'impôt sur le résultat de la société se chiffrait à 2 029 \$ (taux d'impôt effectif de 26,0 %). La réduction du taux d'impôt effectif est essentiellement attribuable aux produits de dividendes exonérés d'impôt relativement au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement, étant donné que la charge d'impôt est déterminée en fonction d'une estimation du bénéfice qui sera généré pendant un exercice complet. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations aux taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

La société a comptabilisé un bénéfice net de 12 866 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 (bénéfice dilué par action de 0,20 \$) comparativement à un bénéfice net de 5 763 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2014 (bénéfice dilué par action de 0,09 \$).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES NEUF MOIS CLOS LE 1^{ER} NOVEMBRE 2014 (« NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2015 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES NEUF MOIS CLOS LE 2 NOVEMBRE 2013 (« NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2014 »)

Les ventes des neuf premiers mois de l'exercice 2015 se sont élevées à 703 099 \$ comparativement à 719 720 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, une baisse de 2,3 % ayant été affectée par une réduction nette de 52 magasins, la société rationalisant les magasins dont la performance est insatisfaisante. Les ventes

des magasins comparables ont augmenté de 0,9 %, les ventes des magasins traditionnels ayant reculé de 0,1 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 52,3 %. Les ventes des neuf premiers mois de l'exercice 2015 ont subi l'incidence des conditions météorologiques particulièrement mauvaises au premier trimestre, ce qui a contribué à la faiblesse de la demande pour les vêtements de printemps et d'été; il s'en est suivi une amélioration des ventes au deuxième trimestre découlant de la réponse positive des consommateurs à la sélection de vêtements d'été. Le troisième trimestre a été difficile dans la plupart des bannières puisque la baisse de l'achalandage a contribué au ralentissement des ventes. Les ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique de diverses bannières ont continué d'afficher une forte croissance, bien qu'elles ne représentent qu'un faible pourcentage des ventes totales de la société.

La marge brute des neuf premiers mois de l'exercice 2015 a diminué de 6,3 % pour s'établir à 422 359 \$ en regard de 450 601 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, soit une baisse de 28 242 \$. La marge brute de 60,1 % de la société pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 est en baisse par rapport à celle de 62,6 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014. Le taux de change a eu une incidence négative sur les marges, le taux moyen du dollar américain ayant varié de 1,06 \$ à 1,13 \$ canadien au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015, comparativement à un taux moyen variant de 1,00 \$ à 1,06 \$ canadien pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014.

Les frais de vente et de distribution pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 ont diminué de 6,0 %, ou 24 442 \$, pour s'établir à 379 699 \$ comparativement à des frais de 404 141 \$ comptabilisés au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2014. Une réduction nette du nombre de magasins ainsi que des économies découlant de mesures continues mises en place par la société ont permis de réaliser des économies de coûts. Par ailleurs, la société a comptabilisé une perte de valeur nette relativement à des magasins dont la performance est insatisfaisante, notamment les radiations d'immobilisations corporelles et incorporelles liées à la fermeture de magasins de 7 175 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, contre 5 102 \$ aux neuf premiers mois de l'exercice 2014. Cette augmentation s'explique essentiellement par une perte de valeur de 2 700 \$ attribuable à la fermeture des magasins de la bannière Smart Set. La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes comprises dans les frais de vente et de distribution pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 se sont élevées à 40 125 \$ en regard de 44 429 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, le recul reflétant le niveau moindre des fonds consacrés aux dépenses d'investissement.

Les charges administratives des neuf premiers mois de l'exercice 2015 se sont accrues de 0,7 %, ou 256 \$, pour s'établir à 35 187 \$ en regard de 34 931 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014. La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes nettes de valeur comprises dans les charges administratives pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 se sont élevées à 1 648 \$, contre 1 983 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014.

Les produits financiers pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 se sont établis à 9 723 \$ comparativement à 7 421 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014. Cette augmentation de 2 302 \$ s'explique principalement par un profit de change de 6 442 \$ comptabilisé pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 (profit de 3 336 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014), en raison principalement des contrats d'options sur devises venant à échéance à des taux de change favorables au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015. Les produits de dividendes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 se sont chiffrés à 1 889 \$, ce qui est inférieur aux produits de dividendes de 2 608 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014 en raison du nombre réduit de titres négociables causée par les rachats obligatoires et la vente d'actions privilégiées.

Les charges financières des neuf premiers mois de l'exercice 2015 se sont établies à 5 905 \$ par rapport à 1 074 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, en hausse de 4 831 \$. L'augmentation s'explique principalement par une variation nette de la juste valeur des contrats d'options d'achat et de vente en dollars américains donnant lieu à une perte de 5 025 \$ comptabilisée pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, comparativement à un profit de 1 040 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 11 291 \$ contre un bénéfice avant impôt sur le résultat de 17 876 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, en baisse de 6 585 \$. Le BAIIA ajusté pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 s'est chiffré à 50 663 \$ comparativement à 62 317 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, soit une diminution de 11 654 \$. Le recul du bénéfice avant impôt sur le résultat et la diminution du BAIIA ajusté sont essentiellement attribuables à un recul marqué du dollar canadien par rapport au dollar américain, ce qui a donné lieu à une augmentation du coût des biens vendus et à une perte importante à l'égard de la réévaluation de la juste valeur des contrats d'options sur devises, perte qui a été légèrement réduite par un profit de change attribuable aux contrats d'options sur devises venant à échéance à des taux favorables. Les mesures de réduction des coûts à l'échelle de l'entreprise précédemment indiquées se sont traduites par des économies. Une réduction de l'effectif au siège social et dans les bureaux régionaux, conjuguée à une diminution du nombre de magasins, a donné lieu à des économies au chapitre des salaires et des avantages. D'autres économies ont été réalisées grâce à une meilleure gestion des coûts dans des secteurs non liés aux salaires.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, la société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat s'élevant à 2 283 \$ (taux d'impôt effectif de 20,2 %) tandis que pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, la charge d'impôt sur le résultat de la société se chiffrait à 4 517 \$ (taux d'impôt effectif de 25,3 %). La réduction du taux d'impôt effectif est essentiellement attribuable aux produits de dividendes exonérés d'impôt relativement au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement, puisque la charge d'impôt sur le résultat est déterminée en fonction d'une estimation du bénéfice qui sera généré pendant un exercice complet. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations à des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Le bénéfice net des neuf premiers mois de l'exercice 2015 s'est établi à 9 008 \$ (bénéfice dilué par action de 0,14 \$) en regard d'un bénéfice net de 13 359 \$ (bénéfice dilué par action de 0,21 \$) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014.

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre douze mois. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements continus en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises assortis d'échéances d'au plus douze mois. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015, la société a satisfait à ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison d'achats au comptant et de contrats d'options sur devises. La société a conclu auprès de ses banques des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, les achats de marchandises, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 186 845 \$ US. Les avoirs libellés en dollars américains de la société ainsi que les contrats visant l'achat de dollars américains suffisent à couvrir les achats prévus libellés en dollars américains pour l'exercice qui sera clos le 31 janvier 2015.

Le tableau qui suit présente en détail les contrats d'options sur devises en cours pour chacune des périodes énumérées :

1 ^{ER} NOVEMBRE 2014					
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Options d'achat acquises	1,09 \$	104 000 \$	4 154 \$	– \$	4 154 \$
Options de vente vendues	1,09 \$	188 000 \$	–	(469)	(469)
			4 154 \$	(469) \$	3 685 \$

2 NOVEMBRE 2013					
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Options d'achat acquises	1,03 \$	116 000 \$	2 794 \$	– \$	2 794 \$
Options de vente vendues	1,03 \$	212 000 \$	–	(1 472)	(1 472)
			2 794 \$	(1 472) \$	1 322 \$

1 ^{ER} FÉVRIER 2014					
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Options d'achat acquises	1,07 \$	212 000 \$	11 775 \$	– \$	11 775 \$
Options de vente vendues	1,07 \$	364 000 \$	–	(3 065)	(3 065)
			11 775 \$	(3 065) \$	8 710 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS. Toute référence à 2015 correspond à l'exercice qui sera clos le 31 janvier 2015, celles à 2014 correspondent à l'exercice clos le 1^{er} février 2014, et celles à 2013, à l'exercice clos le 2 février 2013.

	TROISIÈME TRIMESTRE		DEUXIÈME TRIMESTRE		PREMIER TRIMESTRE		QUATRIÈME TRIMESTRE	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2014	2013 ¹
Ventes	238 295 \$	249 414 \$	258 326 \$	253 445 \$	206 478 \$	216 861 \$	240 677 \$	267 659 \$
Bénéfice net (perte nette)	12 866	5 763	9 557	10 182	(13 415)	(2 586)	(2 571)	(1 145)
Bénéfice (perte) par action								
De base	0,20 \$	0,09 \$	0,15 \$	0,16 \$	(0,21) \$	(0,04) \$	(0,04) \$	(0,02) \$
Dilué(e)	0,20	0,09	0,15	0,16	(0,21)	(0,04)	(0,04)	(0,02)

¹ Les résultats trimestriels de l'exercice 2013 ont été ajustés pour tenir compte de l'incidence de la mise en œuvre des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, mentionnées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités datés du 1^{er} février 2014.

Les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent les activités sous-jacentes de la société ainsi que l'incidence de nombreux facteurs, notamment les conséquences au quatrième trimestre de l'exercice 2014 de la décision de fermer les espaces-boutiques de Thyme Maternité aux États-Unis. L'inclusion d'une 53^e semaine dans l'exercice 2013 a occasionné un décalage dans le calendrier de vente au détail de la société qui a eu une incidence sur tous les trimestres de l'exercice 2014 et s'est soldé par l'ajout d'une semaine additionnelle au quatrième trimestre de l'exercice 2013. Par ailleurs, les résultats financiers sont également touchés par la saisonnalité et la période des Fêtes. En raison de la saisonnalité, les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation d'un exercice complet.

BILAN

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 121 014 \$ au 1^{er} novembre 2014 (52 381 \$ au 2 novembre 2013) par rapport à ceux de 122 355 \$ au 1^{er} février 2014, en baisse de 1 341 \$ ou 1,1 %. La valeur des titres négociables s'élevait à 48 373 \$ au 1^{er} novembre 2014 (68 753 \$ au 2 novembre 2013) par rapport à celle de 55 062 \$ au 1^{er} février 2014, en baisse de 6 689 \$ en raison des rachats obligatoires et de la vente d'actions privilégiées.

Les clients et autres débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre, des créances clients liées aux créances de gros et d'un montant à recevoir de 1 641 \$ lié à la vente de droits de propriété intellectuelle et au règlement relatif à une marque de commerce qui ont eu lieu au cours de l'exercice 2014. Au 1^{er} novembre 2014, les clients et autres débiteurs se chiffraient à 6 536 \$ (5 163 \$ au 2 novembre 2013), par rapport à ceux de 6 422 \$ au 1^{er} février 2014.

Les stocks s'élevaient à 124 324 \$ au 1^{er} novembre 2014 (127 749 \$ au 2 novembre 2013), soit 14 723 \$ de plus qu'au 1^{er} février 2014, en raison de l'augmentation planifiée des stocks en prévision des ventes de la période des Fêtes. Le niveau des stocks sur une base trimestrielle est généralement plus élevé à la clôture des premier et troisième trimestres d'un exercice donné en vue de la saison estivale des ventes et de celle de la période des Fêtes, respectivement. L'incidence d'une réduction nette de 52 magasins au Canada et la fermeture des 166 espaces-boutiques de Babies "R" Us des États-Unis ont réduit sensiblement les stocks en date du 1^{er} novembre 2014 par rapport au 2 novembre 2013, ce qui a été atténué en grande partie par les coûts plus élevés des produits par suite de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et de l'augmentation des stocks en cours de transport.

Les charges payées d'avance, composées essentiellement de contrats d'assurance et d'entretien payés d'avance, d'impôts fonciers et de taxes d'affaires, se chiffraient à 12 820 \$ au 1^{er} novembre 2014 (27 433 \$ au 2 novembre 2013), contre 12 512 \$ au 1^{er} février 2014. Les charges payées d'avance au 1^{er} novembre 2014 par rapport à celles au 2 novembre 2013 étaient nettement inférieures en raison, avant tout, du calendrier des loyers de novembre 2013 et des charges liées aux aires communes qui ont été payées et classées en tant qu'élément payé d'avance.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015, la société a investi 22 191 \$ en trésorerie, au titre d'entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles. Son investissement consiste en 17 231 \$ en coûts de construction et de rénovation de magasins et en 4 960 \$, principalement en améliorations des logiciels et du matériel informatique du système de technologie de l'information. La société a entrepris un important projet de développement des systèmes (« SCORE ») en 2010, qui en est aux étapes finales d'achèvement. Les nouvelles fonctionnalités offertes par ce projet couvrant l'entreposage et la distribution, le merchandising, l'exploitation et les finances devraient être terminées au cours de l'exercice 2016. Certaines étapes clés ont été franchies avec succès et le projet avance bien. Les initiatives technologiques ainsi que les améliorations du système de gestion de l'entrepôt contribueront, grâce à une meilleure intégration, aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, tout en permettant à cette dernière de réduire le coût global de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet total, dont la mise en œuvre s'échelonne progressivement, devrait coûter environ 36 000 \$ dont une tranche approximative de 26 750 \$ a été engagée à ce jour.

Le total des fournisseurs et autres créditeurs s'établissait à 90 214 \$ au 1^{er} novembre 2014 (87 950 \$ au 2 novembre 2013), soit 12 362 \$ de moins qu'au 1^{er} février 2014 en raison surtout d'une baisse des dettes fournisseurs et du calendrier de paiements des taxes de vente, des retenues à la source et des créditeurs au titre des avantages du personnel. Les fournisseurs et autres créditeurs de la société se composent, dans une large mesure, de dettes fournisseurs, de créditeurs au titre des avantages du personnel, de créditeurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.

La société a conclu auprès de ses banques des transactions aux termes desquelles elle a acquis des options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options ont une durée de neuf mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. La société a comptabilisé un actif financier dérivé net, relativement à des contrats d'options sur devises, de 3 685 \$ au 1^{er} novembre 2014 (1 322 \$ au 2 novembre 2013) en regard de 8 710 \$ au 1^{er} février 2014. Cette variation est attribuable à la réalisation de contrats au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015 et à l'incidence des fluctuations du dollar américain sur les contrats restants et les nouveaux contrats.

Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés. Les produits différés s'élevaient à 12 422 \$ au 1^{er} novembre 2014 (6 424 \$ au 2 novembre 2013), soit 7 576 \$ de moins qu'au 1^{er} février 2014, en raison surtout de la baisse des passifs liés aux cartes-cadeaux. Ces passifs sont généralement à leur niveau le plus élevé après la période des Fêtes, ce qui coïncide avec la clôture de l'exercice. Au 1^{er} novembre 2014, les impôts sur le résultat à payer s'élevaient à 1 663 \$ (impôts sur le résultat recouvrables de 2 951 \$ au 2 novembre 2013) par rapport à des impôts sur le résultat recouvrables de 5 656 \$ au 1^{er} février 2014, en raison de l'excédent des passifs d'impôts estimés sur les versements.

Les réductions données aux locataires sont constatées à titre de crédits différés au titre des contrats de location et sont amorties en tant que réduction des frais de location sur la durée des contrats de location connexes. Au 1^{er} novembre 2014, les crédits différés au titre des contrats de location s'établissaient à 14 294 \$ (16 613 \$ au 2 novembre 2013) par rapport à 15 607 \$ au 1^{er} février 2014.

La dette à long terme de la société consiste en un emprunt hypothécaire garanti par le centre de distribution de la société. Au 1^{er} novembre 2014, la dette à long terme se chiffrait à 5 760 \$ (7 406 \$ au 2 novembre 2013) comparativement à 7 003 \$ au 1^{er} février 2014. Le recul de la dette à long terme est attribuable au remboursement continu du principal de la créance hypothécaire.

Au 1^{er} novembre 2014, le passif au titre des retraites s'élevait à 19 026 \$ (18 247 \$ au 2 novembre 2013), soit 767 \$ de plus qu'au 1^{er} février 2014, une hausse qui s'explique par une charge de retraite de 1 476 \$, qui a été réduite par des cotisations aux régimes de retraite de 709 \$.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Les facteurs économiques ayant une incidence sur les habitudes de dépense des consommateurs pourraient se détériorer ou évoluer d'une manière imprévisible en raison de l'instabilité de la conjoncture économique mondiale, nationale ou régionale. Ces facteurs pourraient avoir des répercussions négatives sur les produits et les marges de la société. Comme les poussées inflationnistes sont imprévisibles, les variations du taux d'inflation ou de déflation toucheront les prix à la consommation, ce qui pourrait avoir un effet néfaste sur la performance financière de la société. La société suit de près les conditions économiques afin de réagir aux habitudes de dépenses de consommation et aux contraintes connexes lorsqu'elle prend ses décisions relatives à ses activités à court terme et à long terme. En outre, la situation financière de la société est solide et celle-ci dispose de beaucoup de liquidités et de suffisamment de sources de crédit disponible pour répondre à ses besoins.

CONCURRENCE

Le secteur canadien de vente au détail de vêtements est très concurrentiel et compte parmi ses joueurs de grands magasins, des chaînes de magasins spécialisées et des détaillants indépendants qui exercent leurs activités par l'intermédiaire de magasins et de sites de commerce électronique. L'incapacité de la société à s'adapter aux tendances de consommation ou à exécuter efficacement ses plans stratégiques pourrait avoir un effet négatif sur sa performance financière. Il n'existe pas de barrière efficace pour empêcher l'entrée sur le marché de détail canadien du vêtement d'un concurrent éventuel, qu'il soit étranger ou canadien, comme le prouve l'arrivée, au cours des dernières années, d'un certain nombre de concurrents étrangers et le nombre croissant de détaillants étrangers qui poursuivent l'expansion de leurs activités au Canada. De même, les Canadiennes ont accès à de nombreux sites de magasinage en ligne à l'échelle internationale. La société estime qu'elle est bien placée pour concurrencer tous les autres détaillants. La société exploite plusieurs bannières, et les marchandises qu'elle offre sont diversifiées, puisque chaque bannière cible un créneau particulier du marché du vêtement pour dames au Canada. Les magasins de la société proposent aux consommateurs des vêtements mode à prix abordables d'un océan à l'autre. Les clients de la société peuvent également magasiner en ligne, grâce aux sites Web de commerce électronique qu'elle exploite pour chacune de ses bannières. Le secteur du commerce électronique, où évoluent des joueurs nationaux et étrangers, est très concurrentiel. La société a investi des sommes importantes dans ses sites Web de commerce électronique et dans les médias sociaux afin d'attirer les consommateurs vers ses sites Web, et elle est d'avis qu'elle est bien positionnée pour concurrencer dans cet environnement.

SAISONNALITÉ

Les activités de la société sont de nature saisonnière et elles sont assujetties à divers facteurs qui ont une incidence directe sur les ventes au détail de vêtements, facteurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle, à savoir les conditions météorologiques, le degré de confiance des consommateurs, les changements dans les habitudes d'achat et la possibilité de changements importants dans les tendances de la mode.

DISTRIBUTION ET CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

La société est tributaire de l'efficacité des activités de son seul et unique centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'activité du centre de distribution (par exemple, catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante ou d'empêcher le ravitaillement de ses magasins en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats d'exploitation de la société.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

La société est tributaire de ses systèmes informatiques pour gérer ses activités, lesquels systèmes sont composés d'une gamme complète de systèmes financiers et de systèmes de ventes au détail, de marchandisage, de contrôle des stocks, de planification, de prévision, de préparation de rapports et de distribution. En 2010, la société a entrepris un important projet de mise au point de ses systèmes, qui en est maintenant aux dernières étapes de réalisation. La mise en œuvre des nouvelles fonctionnalités qu'il propose, que ce soit au niveau de l'entreposage, de la distribution, du marchandisage, des activités et des finances, devrait être achevée au cours de l'exercice 2016. Toute perturbation majeure de la performance des systèmes de distribution, ou de tout autre système, pourrait entraîner d'importantes répercussions négatives sur les activités et les résultats financiers de la société.

RÉGLEMENTATION ET LÉGISLATION GOUVERNEMENTALES

La direction estime que la société est dotée d'une structure des plus efficaces pour exercer ses activités partout au Canada. De ce fait, elle est assujettie à tous les changements importants et négatifs de la réglementation gouvernementale susceptibles de survenir dans une ou dans plusieurs de ces compétences territoriales, changements qui risqueraient d'avoir une incidence sur le résultat et les ventes, les taux d'impôt, les droits de douane, les quotas imposés ou rétablis et toutes autres questions légiférées ou réglementées par l'État.

Toute modification des lois, règles, règlements ou politiques (collectivement, les « lois ») régissant les activités de la société, notamment en ce qui concerne l'impôt sur le résultat, les taxes sur le capital, les impôts fonciers et les autres impôts et taxes, ainsi que les lois touchant l'importation, la distribution, l'emballage et l'étiquetage de produits pourrait avoir une incidence négative sur sa performance financière ou opérationnelle. Pour se conformer à ces

modifications, la société pourrait devoir engager des coûts importants. Toute modification ou nouvelle interprétation des lois ou toute application plus stricte des lois en vigueur pourrait limiter les activités et la rentabilité de la société et ainsi nuire à sa position concurrentielle et à sa capacité de mener efficacement ses activités. L'incapacité de la société à se conformer aux lois et aux ordonnances en temps opportun pourrait entraîner des actions ou des poursuites au civil ou des mesures réglementaires pour la société et donner lieu à des amendes, des avis de cotisation, des injonctions, des rappels ou des saisies, ce qui pourrait nuire à la réputation, aux activités et à la performance financière de la société.

La société est régulièrement assujettie aux vérifications fiscales de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il pourrait arriver de temps à autre que les administrations fiscales ne soient pas en accord avec les positions et les conclusions adoptées par la société dans ses déclarations de revenus ou que la législation soit modifiée ou que son interprétation vienne à changer, ce qui pourrait donner lieu à de nouvelles cotisations. Ces nouvelles cotisations pourraient avoir une incidence importante sur la société au cours des périodes futures.

SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MARCHANDISES

La quasi-totalité de la marchandise de la société est vendue sous sa marque maison. Sur une base annuelle, la société importe directement environ 80 % de sa marchandise, principalement de la Chine. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, aucun fournisseur n'a représenté plus de 11 % des achats de la société (en dollars et (ou) en unités), et il existe une panoplie de sources (tant au pays qu'à l'étranger) pour presque toute la marchandise offerte. La société entretient de bonnes relations avec ses fournisseurs et elle n'a aucune raison de croire qu'elle est exposée à des risques importants qui l'empêcheraient de faire l'acquisition, la distribution et (ou) la vente de marchandises, et ce, sur une base permanente.

La société s'efforce d'être écoresponsable et est consciente que la pression concurrentielle à l'égard de la croissance économique et de l'efficacité des coûts doit s'harmoniser avec une méthode éprouvée de gestion de la durabilité, y compris avec la gérance de l'environnement. La société a adopté des pratiques d'approvisionnement et d'autres pratiques commerciales qui répondent aux inquiétudes de ses clients en matière d'environnement. La société a instauré des principes directeurs selon lesquels elle doit respecter l'ensemble des lois et règlements applicables touchant l'environnement. Bien que la société exige que ses fournisseurs se conforment à ces lignes directrices, rien ne garantit que ceux-ci n'agiront pas de façon à nuire à la réputation de la société, comme il s'agit de tiers indépendants sur lesquels la société n'exerce aucun contrôle. Cependant, en cas de défaut de conformité évident, la société pourrait être appelée à chercher de nouveaux fournisseurs, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur ses résultats financiers en raison d'une augmentation des coûts ou de retards de livraison éventuels.

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET SÉCURITÉ INFORMATIQUE

La société est assujettie à diverses lois concernant la protection des renseignements personnels de ses clients, des titulaires de cartes et des membres de son personnel, et elle s'est dotée d'une politique relative à la protection de la vie privée où sont présentées des lignes directrices sur le traitement des renseignements personnels. Les systèmes informatiques de la société renferment des renseignements personnels sur les clients, les titulaires de cartes et les membres de son personnel. Toute défaillance ou vulnérabilité de ces systèmes ou la non-conformité de la société aux lois ou règlements, y compris en matière de protection des renseignements personnels concernant les membres de son personnel et ses clients, pourrait nuire à sa réputation, à ses activités et à sa performance financière.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société.

Aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours des neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 par rapport aux risques présentés dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 1^{er} février 2014.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 1^{er} novembre 2014, les capitaux propres s'élevaient à 423 796 \$, ou 6,56 \$ par action (428 158 \$, ou 6,63 \$ par action au 2 novembre 2013; 423 431 \$, ou 6,56 \$ par action au 1^{er} février 2014). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 169 387 \$ au 1^{er} novembre 2014 (121 134 \$ au 2 novembre 2013; 177 417 \$ au 1^{er} février 2014). La trésorerie est investie de façon prudente auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garantis disponibles d'au plus 100 000 \$, ou son équivalent en dollars américains. Au 1^{er} novembre 2014, une tranche de 24 060 \$ (25 499 \$ au 2 novembre 2013; 30 270 \$ au 1^{er} février 2014) de ces lignes de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains émises à l'intention de tiers fournisseurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société, et à l'appui des achats dans le cadre de contrats d'options sur devises en dollars américains. Cette dernière utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables obtenues auprès d'institutions financières hautement cotées afin d'indemniser ces tiers advenant que la société manque à ses obligations contractuelles. Au 1^{er} novembre 2014, l'obligation potentielle maximale aux termes de ces garanties s'élevait à 5 009 \$ (5 019 \$ au 2 novembre 2013; 5 019 \$ au 1^{er} février 2014) et les lettres de crédit de soutien arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2015. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société est autoassurée sur une base limitée relativement à certains risques portant sur les biens et elle souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 421 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,05 \$ par action au troisième trimestre de l'exercice 2015, pour un total de 3 229 \$ comparativement à des dividendes de 0,20 \$ par action totalisant 12 917 \$ au troisième trimestre de l'exercice 2014. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie d'exploitation, du niveau de dépenses d'investissement prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie d'exploitation en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015, la société a investi 9 412 \$ en trésorerie, principalement dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés. En 2010, la société a entrepris un important projet de mise au point de ses systèmes (« SCORE »), qui en est maintenant aux dernières étapes de réalisation. Se reporter aux rubriques « Bilan » et « Technologie de l'information » du présent rapport de gestion pour en savoir davantage au sujet du projet SCORE. La société s'attend à investir près de 36 000 \$ au titre des dépenses d'investissement pour l'exercice 2015. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et des obligations à l'égard de la dette à long terme, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers annuels consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 1^{er} février 2014.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 4 décembre 2014, 13 440 000 actions ordinaires et 51 146 506 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 3 242 000 et leur prix d'exercice moyen était de 10,59 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Au cours des neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, la société n'a acheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2013. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette offre publique, le lecteur est prié de se reporter aux états financiers annuels consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 1^{er} février 2014.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longterm d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à douze mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises assortis d'échéances d'au plus douze mois. La société a conclu auprès de ses banques des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options viendront à échéance au cours des neuf prochains mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats d'options sur devises en cours au 1^{er} novembre 2014, au 2 novembre 2013 et au 1^{er} février 2014 figurent à la rubrique intitulée « Résultats d'exploitation des neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 et comparaison avec les résultats d'exploitation des neuf mois clos le 2 novembre 2013 » du présent rapport de gestion.

Un contrat d'option sur devises constitue une option (option d'achat) ou une obligation (option de vente) d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date établie et selon un montant prédéterminé. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 1^{er} février 2014.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie

et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des clients et autres débiteurs et des contrats d'options sur devises. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

RÉGIMES DE RETRAITE

La société offre un régime de retraite contributif à prestations définies et parraine aussi un régime complémentaire de retraite pour cadres dirigeants (le « RCRCD »). Le coût de ces régimes est établi au moyen d'évaluations actuarielles, lesquelles comprennent la formulation d'hypothèses au sujet des taux d'actualisation, des augmentations de salaire futures, des taux de mortalité et des augmentations de prestations futures. Du fait de la nature à long terme des régimes, ces estimations sont assujetties à un degré élevé d'incertitude. Selon la dernière évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2013, le régime de retraite à prestations définies, bien qu'entièrement capitalisé sur une base de continuité d'exploitation, présentait une insuffisance en matière de solvabilité d'un montant de 142 \$. La société a versé les cotisations requises au 1^{er} novembre 2014. Le RCRCD est un régime de retraite sans capitalisation.

CARTES-CADEAUX, POINTS ET PRIMES DE FIDÉLISATION

Les cartes-cadeaux vendues sont inscrites à titre de produits différés et les produits sont constatés lorsque ces dernières sont utilisées. La société produit une estimation à l'égard des cartes-cadeaux pour lesquelles elle a des raisons de croire qu'elles ne seront pas encaissées en se fondant sur les modalités des cartes-cadeaux et les tendances d'encaissement passées. Les points et les primes de fidélisation accordés dans le cadre des programmes de fidélisation de la clientèle sont comptabilisés en tant que composante distincte des produits et sont différés à la date de la vente initiale. Les produits sont comptabilisés une fois que les points et les primes de fidélisation sont utilisés et que la société a rempli son obligation. Le montant des produits différés est évalué en fonction de la juste valeur des points et des primes de fidélisation accordés et tient compte du pourcentage d'utilisation estimé.

VALEUR DES STOCKS

Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. La société est tenue de faire des estimations relativement aux ventes prévues et aux soldes de marchandises. En cas de soldes de marchandises excédentaires, des estimations des valeurs de réalisation nettes à l'égard des stocks excédentaires sont effectuées. La société a établi des provisions relativement aux stocks qui pourraient devoir être vendus en deçà de leur coût. À cette fin, la société a posé des hypothèses à l'égard de la quantité de marchandises vendues en deçà de leur coût. Étant donné que les stocks et le coût des biens vendus constituent des éléments importants des états financiers consolidés, toute variation des hypothèses et des estimations pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la société.

PERTE DE VALEUR SUR DES ACTIFS

La société doit évaluer la possibilité que les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris le goodwill) puissent ne pas être recouvrables. Des tests de dépréciation sont effectués lorsqu'il existe un indice que les immobilisations corporelles ont subi une perte de valeur. En ce qui a trait au goodwill et aux immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, des tests de dépréciation sont effectués au moins une fois l'an. La direction est tenue d'effectuer des estimations importantes afin d'établir le montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (l'« UGT »), y compris les estimations de la juste valeur, du coût des ventes ou des flux de trésorerie futurs actualisés relatifs à l'UGT. Des écarts dans les estimations pourraient avoir une incidence sur le fait que les immobilisations corporelles et incorporelles (y compris le goodwill) aient réellement subi une perte de valeur et sur le montant de la perte de valeur en question.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2015

IFRIC 21, DROITS OU TAXES

En mai 2013, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 21, *Droits ou taxes*, qui est une interprétation de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. La société a appliqué cette norme de manière rétrospective au premier trimestre de l'exercice qui sera clos le 31 janvier 2015. L'adoption de l'IFRIC 21 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore aux neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a publié la version intégrale de l'IFRS 9 (l'« IFRS 9 (2014) »). En novembre 2009, l'IASB avait publié la version initiale de l'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 (2009) ») à laquelle il a, par la suite, apporté des modifications en octobre 2010 (l'« IFRS 9, *Instruments financiers* (2010) ») et en novembre 2013 (l'« IFRS 9, *Instruments financiers* (2013) »).

L'IFRS 9 devra obligatoirement être appliquée pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est autorisée. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas obligatoire et n'est autorisé que si l'information est disponible, sans recours à l'information rétrospective.

La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* (l'« IFRS 15 »). Cette norme propose un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux méthodes de comptabilisation des produits, soit à un moment précis, soit au fil du temps. Ce modèle comprend une analyse des transactions en cinq étapes fondée sur les contrats et visant à déterminer si des produits ont lieu d'être comptabilisés et, le cas échéant, le montant et le moment de leur comptabilisation. De nouveaux seuils en matière d'estimations et de jugements ont été présentés, ce qui peut avoir des répercussions sur le montant comptabilisé et/ou la date de comptabilisation. La nouvelle norme s'applique aux contrats conclus avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels sont visés par d'autres IFRS. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, l'adoption anticipée étant autorisée.

La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La société a conçu des contrôles et des procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants relatifs à la société sont compris dans les documents annuels et trimestriels. En outre, la société a évalué l'efficacité de ses contrôles et procédures de communication de l'information au 1^{er} février 2014 et elle a conclu qu'ils étaient efficaces.

La société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109 de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux IFRS. La société a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 1^{er} février 2014 et elle a conclu qu'il était efficace.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

L'environnement dans le secteur du détail reste très compétitif alors que l'entrée sur le marché canadien de nouveaux détaillants intensifie la pression concurrentielle. Par ailleurs, les consommateurs disposent désormais de plusieurs options pour satisfaire leurs besoins de magasinage, comme les magasins traditionnels ou le commerce électronique. Le récent recul du dollar canadien par rapport au dollar américain a contribué à réduire le magasinage transfrontalier mais, en même temps, il a accru le coût des intrants pour les détaillants au Canada. La société tient compte de ces facteurs ainsi que des changements dans les habitudes d'achat des consommateurs, de la conjoncture économique qui influe sur ceux-ci et de ses stratégies d'approvisionnement en marchandises et d'établissement des prix.

La société a apporté d'importants changements à l'image de ses différentes bannières, lesquels ont donné lieu à une réaction positive de la clientèle tout au long de leur implantation. La décision de la société de fermer les magasins de la bannière Smart Set témoigne de son engagement à améliorer la rentabilité et à déployer des efforts dans des secteurs où elle occupe une position dominante sur le marché. La société a investi des sommes importantes dans les technologies de l'information et dans les systèmes de manutention, tout en réduisant considérablement les dépenses d'investissement liées aux magasins. En outre, les mesures de réduction des coûts et d'amélioration des processus ont commencé à donner des résultats. Parallèlement, la société mettra à profit ses technologies grâce à des systèmes et processus améliorés dans le cadre du projet SCORE tout en poursuivant la mise en place de mesures d'amélioration additionnelles des processus.

Le bureau de Hong Kong se spécialise dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières. Un examen complet de la stratégie d'approvisionnement mondiale de la société et de sa mise en application a été entrepris dans le but de réduire le temps nécessaire pour introduire les produits dans le marché.

La société jouit d'un excellent bilan ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent, à tous les égards, notamment en ce qui concerne le marchandisage, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions. La société croit à la force de son personnel et s'est engagée à continuer d'investir dans la formation à tous les niveaux.

COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DE RÉSULTAT

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013
Ventes	238 295 \$	249 414 \$	703 099 \$	719 720 \$
Coût des biens vendus (note 6)	92 462	97 190	280 740	269 119
Marge brute	145 833	152 224	422 359	450 601
Frais de vente et de distribution	127 018	136 075	379 699	404 141
Charges administratives	9 882	10 827	35 187	34 931
Résultat des activités d'exploitation	8 933	5 322	7 473	11 529
Produits financiers (note 12)	7 954	2 781	9 723	7 421
Charges financières (note 12)	659	311	5 905	1 074
Bénéfice avant impôt sur le résultat	16 228	7 792	11 291	17 876
Charge d'impôt sur le résultat (note 11)	3 362	2 029	2 283	4 517
Bénéfice net	12 866 \$	5 763 \$	9 008 \$	13 359 \$
Bénéfice par action (note 13)				
De base	0,20 \$	0,09 \$	0,14 \$	0,21 \$
Dilué	0,20	0,09	0,14	0,21

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013
Bénéfice net	12 866 \$	5 763 \$	9 008 \$	13 359 \$
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui sont reclassés ou qui sont susceptibles d'être reclassés dans le bénéfice net				
Reclassement dans le bénéfice net des profits réalisés sur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 109 \$ et de 101 \$ respectivement pour le trimestre et les neuf mois clos le 1 ^{er} novembre 2014) (note 12)	(727)	–	(674)	–
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 229 \$ et de 124 \$ respectivement pour le trimestre et les neuf mois clos le 1 ^{er} novembre 2014; 237 \$ et 422 \$ respectivement pour le trimestre et les neuf mois clos le 2 novembre 2013)	(1 480)	(1 547)	825	(2 770)
Reclassement dans le bénéfice net de la perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 75 \$ et de 76 \$ respectivement pour le trimestre et les neuf mois clos le 1 ^{er} novembre 2014; 25 \$ et 93 \$ respectivement pour le trimestre et les neuf mois clos le 2 novembre 2013) (note 12)	489	165	498	599
Écarts de conversion (note 9)	(112)	223	(263)	223
Total des autres éléments du résultat global	(1 830)	(1 159)	386	(1 948)
Résultat global total	11 036 \$	4 604 \$	9 394 \$	11 411 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{ER} FÉVRIER 2014
ACTIFS			
ACTIFS COURANTS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	121 014 \$	52 381 \$	122 355 \$
Titres négociables	48 373	68 753	55 062
Clients et autres débiteurs	6 536	5 163	6 422
Actif financier dérivé (note 5)	4 154	2 794	11 775
Impôt sur le résultat recouvrable	–	2 951	5 656
Stocks (note 6)	124 324	127 749	109 601
Charges payées d'avance	12 820	27 433	12 512
Total des actifs courants	317 221	287 224	323 383
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations corporelles	157 211	189 851	178 341
Immobilisations incorporelles	18 532	17 089	17 211
Goodwill	42 426	42 426	42 426
Impôt sur le résultat différé	32 254	29 680	28 578
Total des actifs non courants	250 423	279 046	266 556
Total des actifs	567 644 \$	566 270 \$	589 939 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et autres créditeurs (note 7)	79 763 \$	76 040 \$	90 734 \$
Passif financier dérivé (note 5)	469	1 472	3 065
Produits différés (note 8)	12 422	6 424	19 998
Impôt sur le résultat à payer	1 663	–	–
Partie courante de la dette à long terme	1 753	1 646	1 672
Total des passifs courants	96 070	85 582	115 469
PASSIFS NON COURANTS			
Autres créditeurs (note 7)	10 451	11 910	11 842
Crédits différés au titre des contrats de location	14 294	16 613	15 607
Dette à long terme	4 007	5 760	5 331
Passif au titre des retraites	19 026	18 247	18 259
Total des passifs non courants	47 778	52 530	51 039
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 9)	39 227	39 227	39 227
Surplus d'apport	7 847	7 126	7 188
Résultats non distribués	368 980	375 088	369 660
Cumul des autres éléments du résultat global (note 9)	7 742	6 717	7 356
Total des capitaux propres	423 796	428 158	423 431
Total des passifs et des capitaux propres	567 644 \$	566 270 \$	589 939 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	NOTE	CAPITAL SOCIAL	SURPLUS D'APPORT	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
Solde au 3 août 2014		39 227 \$	7 503 \$	359 343 \$	9 572 \$	415 645 \$
Résultat global total pour la période						
Bénéfice net				12 866		12 866
Total des autres éléments du résultat global					(1 830)	(1 830)
Résultat global total pour la période		-	-	12 866	(1 830)	11 036
Apports des propriétaires de la société et distributions versées à ceux-ci						
Charge de rémunération fondée sur des actions	10		344			344
Dividendes	9			(3 229)		(3 229)
Total des apports des propriétaires de la société et des distributions versées à ceux-ci		-	344	(3 229)	-	(2 885)
Solde au 1 ^{er} novembre 2014		39 227 \$	7 847 \$	368 980 \$	7 742 \$	423 796 \$
Solde au 2 février 2014		39 227 \$	7 188 \$	369 660 \$	7 356 \$	423 431 \$
Résultat global total pour la période						
Bénéfice net				9 008		9 008
Total des autres éléments du résultat global					386	386
Résultat global total pour la période		-	-	9 008	386	9 394
Apports des propriétaires de la société et distributions versées à ceux-ci						
Charge de rémunération fondée sur des actions	10		659			659
Dividendes	9			(9 688)		(9 688)
Total des apports des propriétaires de la société et des distributions versées à ceux-ci		-	659	(9 688)	-	(9 029)
Solde au 1 ^{er} novembre 2014		39 227 \$	7 847 \$	368 980 \$	7 742 \$	423 796 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (SUITE)

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	NOTE	CAPITAL SOCIAL	SURPLUS D'APPORT	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
Solde au 4 août 2013		39 227 \$	6 997 \$	382 242 \$	7 876 \$	436 342 \$
Résultat global total pour la période						
Bénéfice net				5 763		5 763
Total des autres éléments du résultat global					(1 159)	(1 159)
Résultat global total pour la période		–	–	5 763	(1 159)	4 604
Apports des propriétaires de la société et distributions versées à ceux-ci						
Charge de rémunération fondée sur des actions	10		129			129
Dividendes	9			(12 917)		(12 917)
Total des apports des propriétaires de la société et des distributions versées à ceux-ci		–	129	(12 917)	–	(12 788)
Solde au 2 novembre 2013		39 227 \$	7 126 \$	375 088 \$	6 717 \$	428 158 \$
Solde au 3 février 2013		39 227 \$	6 521 \$	400 480 \$	8 665 \$	454 893 \$
Résultat global total pour la période						
Bénéfice net				13 359		13 359
Total des autres éléments du résultat global					(1 948)	(1 948)
Résultat global total pour la période		–	–	13 359	(1 948)	11 411
Apports des propriétaires de la société et distributions versées à ceux-ci						
Charge de rémunération fondée sur des actions	10		605			605
Dividendes	9			(38 751)		(38 751)
Total des apports des propriétaires de la société et des distributions versées à ceux-ci		–	605	(38 751)	–	(38 146)
Solde au 2 novembre 2013		39 227 \$	7 126 \$	375 088 \$	6 717 \$	428 158 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAUX CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

REITMANS (CANADA) LIMITÉE

18

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	12 866 \$	5 763 \$	9 008 \$	13 359 \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes	15 942	13 913	41 773	46 412
Charge de rémunération fondée sur des actions	344	129	659	605
Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location	(986)	(1 149)	(2 941)	(3 407)
Crédits différés au titre des contrats de location	1 359	388	1 628	3 215
Cotisations à un régime de retraite	(215)	(539)	(709)	(662)
Charge de retraite	492	450	1 476	1 350
Profit réalisé à la vente de titres négociables	(836)	–	(775)	–
Perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	564	190	574	692
Variation nette de la juste valeur des dérivés	(4 399)	(103)	5 025	(1 040)
Profit de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(502)	(115)	(1 588)	(270)
Produits d'intérêts et de dividendes, montant net	(831)	(884)	(2 200)	(2 663)
Intérêts payés	(95)	(121)	(306)	(382)
Intérêts reçus	182	135	563	445
Dividendes reçus	470	869	1 909	2 603
Charge d'impôt sur le résultat	3 362	2 029	2 283	4 517
	27 717	20 955	56 379	64 774
Variations dans ce qui suit :				
Clients et autres débiteurs	(1 192)	(1 542)	(164)	(1 163)
Stocks	(11 869)	(10 994)	(14 723)	(34 272)
Charges payées d'avance	14 314	436	(308)	(1 489)
Fournisseurs et autres créditeurs	(7 802)	(5 054)	(12 135)	7 436
Produits différés	(2 937)	(4 538)	(7 576)	(9 873)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	18 231	(737)	21 473	25 413
Impôts sur le résultat reçus	–	–	5 133	650
Impôts sur le résultat payés	(839)	–	(3 872)	(2 306)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	17 392	(737)	22 734	23 757
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achats de titres négociables	–	(105)	(185)	(315)
Produit tiré de la vente de titres négociables	2 822	–	7 822	–
Produit tiré de la vente de marques de commerce	29	–	84	–
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles	(9 412)	(10 139)	(22 191)	(29 039)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(6 561)	(10 244)	(14 470)	(29 354)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Dividendes payés	(3 229)	(12 917)	(9 688)	(38 751)
Remboursements sur la dette à long terme	(421)	(395)	(1 243)	(1 167)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(3 650)	(13 312)	(10 931)	(39 918)
PROFIT DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISE	453	115	1 326	270
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	7 634	(24 178)	(1 341)	(45 245)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	113 380	76 559	122 355	97 626
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	121 014 \$	52 381 \$	121 014 \$	52 381 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 14)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(NON AUDITÉ)

1 ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 3300, Highway #7 West, suite 702, Concord (Ontario) L4K 4M3. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

2 RÈGLES DE PRÉSENTATION

A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou « IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers consolidés annuels audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers consolidés annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 1^{er} février 2014, et des notes y afférentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des états financiers de l'exercice à l'étude.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été autorisée par le conseil d'administration en date du 4 décembre 2014.

B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants :

- actifs financiers disponibles à la vente, évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global;
- passif au titre des retraites comptabilisé comme la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies, diminué de la juste valeur des actifs du régime;
- instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur.

C) SAISONNALITÉ DES ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRES

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation de l'exercice complet ou d'une autre période future.

D) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les montants des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

E) ESTIMATIONS, JUGEMENT ET HYPOTHÈSES

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés de même que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude étaient les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 1^{er} février 2014.

3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 1^{er} février 2014 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après :

A) ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

IFRIC 21 – Droits ou taxes

En mai 2013, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 21, *Droits ou taxes*, qui est une interprétation de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. La société a appliqué cette norme de manière rétrospective au premier trimestre de l'exercice qui sera clos le 31 janvier 2015. L'adoption de l'IFRIC 21 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société.

B) NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore aux neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

IFRS 9 – Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version intégrale de l'IFRS 9 (l'« IFRS 9 (2014) »). En novembre 2009, l'IASB avait publié la version initiale de l'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 (2009) ») à laquelle il a, par la suite, apporté des modifications en octobre 2010 (l'« IFRS 9, *Instruments financiers* (2010) ») et en novembre 2013 (l'« IFRS 9, *Instruments financiers* (2013) »).

L'IFRS 9 devra obligatoirement être appliquée pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est autorisée. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas obligatoire et n'est autorisé que si l'information est disponible, sans recours à l'information rétrospective.

La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. Cette norme propose un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux méthodes de comptabilisation des produits, soit à un moment précis, soit au fil du temps. Ce modèle comprend une analyse des transactions en cinq étapes fondée sur les contrats et visant à déterminer si des produits ont lieu d'être comptabilisés et, le cas échéant, le montant et le moment de leur comptabilisation. De nouveaux seuils en matière d'estimations et de jugements ont été présentés, ce qui peut avoir des répercussions sur le montant comptabilisé et/ou la date de comptabilisation. La nouvelle norme s'applique aux contrats conclus avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels sont visés par d'autres IFRS. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, l'adoption anticipée étant autorisée.

La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{ER} FÉVRIER 2014
Fonds en caisse et fonds bancaires	120 014 \$	12 263 \$	19 224 \$
Dépôts à court terme portant intérêt à 1,0% (0,8% au 2 novembre 2013; 0,9% au 1 ^{er} février 2014)	1 000	40 118	103 131
	121 014 \$	52 381 \$	122 355 \$

5 INSTRUMENTS FINANCIERS

CLASSEMENT COMPTABLE ET JUSTES VALEURS

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs financiers et des passifs financiers, y compris leur niveau dans la hiérarchie de la juste valeur. Il ne comporte pas d'information sur la juste valeur pour les actifs financiers et les passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si la valeur comptable constitue une estimation raisonnable de la juste valeur. La société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers courants (autres que ceux énumérés ci-dessous) se rapproche de leur valeur comptable respective aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014						
	VALEUR COMPTABLE			JUSTE VALEUR			
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	DISPONIBLES À LA VENTE	AUTRES PASSIFS FINANCIERS	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	4 154 \$	– \$	– \$	4 154 \$	– \$	4 154 \$	4 154 \$
Titres négociables	– \$	48 373 \$	– \$	48 373 \$	48 373 \$	– \$	48 373 \$
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	(469) \$	– \$	– \$	(469) \$	– \$	(469) \$	(469) \$
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– \$	– \$	(5 760) \$	(5 760) \$	– \$	(6 070) \$	(6 070) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

2 NOVEMBRE 2013

	VALEUR COMPTABLE			JUSTE VALEUR			
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	DISPONIBLES À LA VENTE	AUTRES PASSIFS FINANCIERS	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
	Actifs financiers évalués à la juste valeur						
Actif financier dérivé	2 794 \$	– \$	– \$	2 794 \$	– \$	2 794 \$	2 794 \$
Titres négociables	– \$	68 753 \$	– \$	68 753 \$	68 753 \$	– \$	68 753 \$
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	(1 472) \$	– \$	– \$	(1 472) \$	– \$	(1 472) \$	(1 472) \$
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– \$	– \$	(7 406) \$	(7 406) \$	– \$	(7 875) \$	(7 875) \$

1^{ER} FÉVRIER 2014

	VALEUR COMPTABLE			JUSTE VALEUR			
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	DISPONIBLES À LA VENTE	AUTRES PASSIFS FINANCIERS	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
	Actifs financiers évalués à la juste valeur						
Actif financier dérivé	11 775 \$	– \$	– \$	11 775 \$	– \$	11 775 \$	11 775 \$
Titres négociables	– \$	55 062 \$	– \$	55 062 \$	55 062 \$	– \$	55 062 \$
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	(3 065) \$	– \$	– \$	(3 065) \$	– \$	(3 065) \$	(3 065) \$
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– \$	– \$	(7 003) \$	(7 003) \$	– \$	(7 462) \$	(7 462) \$

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours des périodes closes le 1^{er} novembre 2014, le 2 novembre 2013 et le 1^{er} février 2014.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société a conclu auprès de ses banques des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options se prolongent sur une période de neuf mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats d'options sur devises en cours pour chaque période indiquée se détaillent comme suit :

		1 ^{ER} NOVEMBRE 2014				
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET	
Options d'achat acquises	1,09 \$	104 000 \$	4 154 \$	– \$	4 154 \$	
Options de vente vendues	1,09 \$	188 000 \$	–	(469)	(469)	
			<u>4 154 \$</u>	<u>(469) \$</u>	<u>3 685 \$</u>	

		2 NOVEMBRE 2013				
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET	
Options d'achat acquises	1,03 \$	116 000 \$	2 794 \$	– \$	2 794 \$	
Options de vente vendues	1,03 \$	212 000 \$	–	(1 472)	(1 472)	
			<u>2 794 \$</u>	<u>(1 472) \$</u>	<u>1 322 \$</u>	

		1 ^{ER} FÉVRIER 2014				
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET	
Options d'achat acquises	1,07 \$	212 000 \$	11 775 \$	– \$	11 775 \$	
Options de vente vendues	1,07 \$	364 000 \$	–	(3 065)	(3 065)	
			<u>11 775 \$</u>	<u>(3 065) \$</u>	<u>8 710 \$</u>	

6 STOCKS

Au cours du trimestre et des neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés respectivement à 90 807 \$ et à 275 113 \$ (94 294 \$ et 264 528 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 2 novembre 2013). Par ailleurs, pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, la société a comptabilisé un montant de 1 655 \$ et de 5 627 \$ respectivement au titre de la dépréciation des stocks (2 896 \$ et 4 591 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 2 novembre 2013) du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût et qu'aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

Les stocks tiennent compte d'un montant de 19 234 \$ (16 202 \$ au 2 novembre 2013; 30 524 \$ au 1^{er} février 2014), qui représente la marchandise en cours de transport.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

7 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{ER} FÉVRIER 2014
Dettes fournisseurs	43 402 \$	44 978 \$	49 593 \$
Créditeurs non commerciaux à payer à des parties liées	40	55	55
Autres créditeurs non commerciaux	11 673	9 815	10 878
Créditeurs au titre des avantages du personnel	19 872	17 168	25 566
Créditeurs relatifs aux locaux	13 786	14 540	15 777
Provision pour retours sur ventes	1 441	1 394	707
	90 214	87 950	102 576
Moins la partie non courante	10 451	11 910	11 842
	79 763 \$	76 040 \$	90 734 \$

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs, laquelle est incluse dans les créditeurs relatifs aux locaux, correspond à la tranche des loyers différés et des autres créditeurs qui sera amortie au-delà des 12 prochains mois.

8 PRODUITS DIFFÉRÉS

	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{ER} FÉVRIER 2014
Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation	6 707 \$	2 635 \$	7 198 \$
Cartes-cadeaux non utilisées	5 715	3 789	12 800
	12 422 \$	6 424 \$	19 998 \$

9 CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit :

	POUR LES NEUF MOIS CLOS LES			
	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014		2 NOVEMBRE 2013	
	NOMBRE D' ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE	NOMBRE D' ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	13 440	482 \$	13 440	482 \$
Actions de catégorie A sans droit de vote				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	51 146	38 745	51 146	38 745
Total du capital social	64 586	39 227 \$	64 586	39 227 \$

CAPITAL SOCIAL AUTORISÉ

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

ÉMISSION D'ACTION DE CATÉGORIE A SANS DROIT DE VOTE

Au cours des neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, aucune action de catégorie A sans droit de vote n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société (néant au 2 novembre 2013).

ACHAT D'ACTION AUX FINS D'ANNULATION

Pendant les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, la société n'a acheté aucune action aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2013. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette offre publique, le lecteur est prié de se reporter aux états financiers annuels consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 1^{er} février 2014.

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit :

	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{ER} FÉVRIER 2014
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente, après impôt	7 976 \$	6 494 \$	7 327 \$
Écarts de conversion cumulatifs	(234)	223	29
	7 742 \$	6 717 \$	7 356 \$

DIVIDENDES

La société a déclaré et payé les dividendes suivants :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013
Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote	3 229 \$	12 917 \$	9 688 \$	38 751 \$
Dividendes par action	0,05 \$	0,20 \$	0,15 \$	0,60 \$

10 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

A) DESCRIPTION DES ACCORDS DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La société dispose d'un plan d'options sur actions qui lui permet, de temps à autre, d'émettre l'équivalent d'au plus 10% de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel clé. L'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 5 ans, sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 10 ans. Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution.

B) INFORMATIONS SUR LE PLAN D'OPTIONS SUR ACTIONS RÉGLÉES EN CAPITAUX PROPRES

La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES				POUR LES NEUF MOIS CLOS LES			
	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014		2 NOVEMBRE 2013		1 ^{ER} NOVEMBRE 2014		2 NOVEMBRE 2013	
	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ
En circulation à l'ouverture de la période	3 399	10,57 \$	2 326	14,53 \$	2 090	14,43 \$	2 420	14,53 \$
Attribution	–	–	–	–	1 557	6,00	–	–
Renonciation	(128)	10,98	(71)	14,50	(376)	13,23	(165)	14,74
En circulation à la clôture de la période	3 271	10,55 \$	2 255	14,52 \$	3 271	10,55 \$	2 255	14,52 \$
Options exerçables à la clôture de la période	1 389	14,50 \$	1 385	14,66 \$	1 389	14,50 \$	1 385	14,66 \$

Aucune option sur actions n'a été exercée au cours des neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 et le 2 novembre 2013.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

- C) Les coûts de rémunération liés aux 1 557 000 options sur actions attribuées pendant les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 aux termes de l'approche fondée sur la juste valeur ont été calculés à l'aide des hypothèses suivantes :

	1 557 000 OPTIONS ATTRIBUÉES 16 JUIN 2014
Durée prévue des options	6,3 ans
Taux d'intérêt sans risque	1,79 %
Volatilité prévue du cours des actions	32,38 %
Taux moyen de rendement des actions	3,33 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	1,38 \$
Prix de l'action à la date d'attribution	6,00 \$

D) CHARGES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, la société a comptabilisé des coûts de rémunération respectifs de 344 \$ et de 659 \$ relativement aux droits à paiements fondés sur des actions (129 \$ et 605 \$ respectivement pour le trimestre et les neuf mois clos le 2 novembre 2013) ainsi qu'un crédit au surplus d'apport correspondant.

11 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'impôt effectif de la société pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 s'est établi respectivement à 20,72 % et à 20,22 % (26,04 % et 25,27 % respectivement pour le trimestre et les neuf mois clos le 2 novembre 2013). Lors de périodes intermédiaires, la provision pour impôt sur le résultat repose sur une estimation du bénéfice qui sera généré pour un exercice complet. Les taux d'impôt sur le résultat effectifs annuels moyens estimés sont réévalués chaque date de clôture d'une période intermédiaire en fonction du bénéfice projeté pour l'exercice complet. Dans la mesure où les prévisions diffèrent des résultats réels, des ajustements sont comptabilisés lors de périodes ultérieures.

12 PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	1 ^{er} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{er} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013
Produits de dividendes liés aux actifs financiers disponibles à la vente	592 \$	872 \$	1 889 \$	2 608 \$
Produits d'intérêts liés aux prêts et créances	273	133	617	437
Variation nette de la juste valeur des dérivés	4 399	103	–	1 040
Profit de change	1 854	1 673	6 442	3 336
Profit réalisé sur des actifs financiers disponibles à la vente	836	–	775	–
Produits financiers	7 954	2 781	9 723	7 421
Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire	95	121	306	382
Perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	564	190	574	692
Variation nette de la juste valeur des dérivés	–	–	5 025	–
Charges financières	659	311	5 905	1 074
Produits financiers nets comptabilisés dans le bénéfice net	7 295 \$	2 470 \$	3 818 \$	6 347 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

13 BÉNÉFICE PAR ACTION

Le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action est fondé sur le bénéfice net de 12 866 \$ et de 9 008 \$ respectivement pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 (bénéfice net de 5 763 \$ et de 13 359 \$ respectivement pour le trimestre et les neuf mois clos le 2 novembre 2013).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action	64 586	64 586	64 586	64 586
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action	64 586	64 586	64 586	64 586

Au 1^{er} novembre 2014, un total de 3 271 000 options sur actions étaient exclues du calcul du bénéfice dilué par action (2 255 000 au 2 novembre 2013), celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, du fait que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours moyen des actions durant la période.

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions est fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

14 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET AUTRES INFORMATIONS

	1 ^{ER} NOVEMBRE 2014	2 NOVEMBRE 2013	1 ^{ER} FÉVRIER 2014
Opérations sans effet sur la trésorerie :			
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	1 365 \$	1 231 \$	1 592 \$

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur comprennent des radiations d'immobilisations corporelles liées à la fermeture de magasins, et des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs liées aux magasins dont la performance est insatisfaisante de 4 841 \$ et de 7 299 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, respectivement, lesquelles incluent des charges au titre des pertes de valeur de 2 700 \$ découlant de la décision de fermer les magasins de la bannière Smart Set dans les prochains 12 à 18 mois (1 488 \$ et 5 877 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 2 novembre 2013). La perte de valeur liée aux immobilisations corporelles est attribuable à la baisse de rentabilité enregistrée par les magasins individuels (unités génératrices de trésorerie « UGT »). Par ailleurs, au cours du trimestre et des neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014, des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs de 124 \$ ont été reprises à la suite d'un accroissement de la rentabilité de certaines UGT (775 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 2 novembre 2013).

15 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

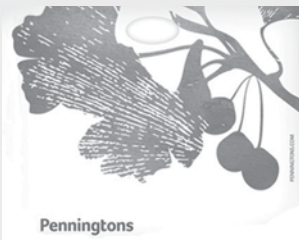
Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours des neuf mois clos le 1^{er} novembre 2014 par rapport aux risques présentés dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 1^{er} février 2014.



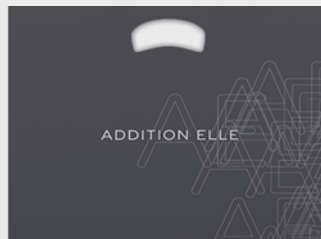
343

REITMANS

marie superbement coupes et styles uniques avec qualité et valeur supérieures. D'un océan à l'autre avec ses 343 magasins d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la destination par excellence des femmes désirant revampier leur garde-robe avec des vêtements dernier cri et à bon prix. Forte d'une réputation solide quant à la qualité de son service et d'une clientèle fidèle et diversifiée, Reitmans veut poursuivre ses efforts en vue d'enrichir l'expérience client en s'assurant de répondre aux besoins des femmes, peu importe quand elles choisissent de magasiner. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, au reitmans.com.

141 **PENNINGTONS**

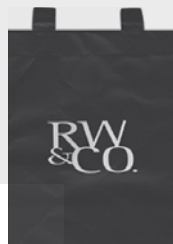
Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à tout coup une expérience unique et inspirante de magasinage, où vêtements seyants et de qualité riment avec valeur inégalée. Penningtons, c'est l'ART DE LA MODE ACCESSIBLE! Destination mode des tailles 14 à 32, Penningtons exploite 141 magasins au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, ainsi que le site penningtons.com, où il est possible de magasiner en tout temps. De la tête aux pieds, nos clientes trouveront les vêtements et les articles les mieux adaptés à leur silhouette, qu'il s'agisse de lingerie, de vêtements de tous les jours, de denim mode, de tenues de travail ou de détente, de chaussures et de vêtements de sport.



105

ADDITION ELLE

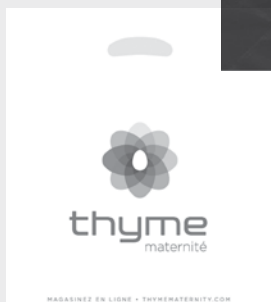
est la destination mode par excellence pour les femmes de taille forte du Canada. Grâce à sa vision de « démodécration », Addition Elle propose à ses clientes les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Des vêtements de détente aux robes à couper le souffle, en passant par les vêtements contemporains pour la femme de carrière, les dessous séducteurs, les accessoires, les chaussures, les vêtements de sport haute performance et la plus vaste sélection de denim de marque, la cliente est sûre de trouver tout ce qu'il lui faut. La marque Addition Elle pour les femmes de taille forte comprend une gamme incroyable d'articles pour tous les goûts axés sur la mode, la qualité et la coupe. Addition Elle exploite 105 magasins d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse additionelle.com.



79

RW & CO.

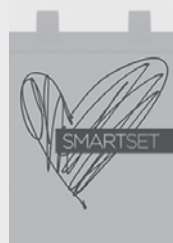
est une marque au style inspirant qui s'adresse aux hommes et aux femmes à la mentalité urbaine. Que ce soit pour le travail ou pour le week-end, RW & CO. propose des vêtements mode inspirés des dernières tendances et qui combinent style et qualité tout en portant une attention unique aux détails. RW & CO. exploite 79 magasins d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés dans des zones de premier choix dans les principaux centres commerciaux partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique : rw-co.com.



68

THYME MATERNITÉ

chef de file canadien de la mode pour futures mamans, propose des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme donne aux futures mamans de précieux conseils, des trucs mode et de l'information sur les produits afin de les aider pendant et après cette aventure incroyable qu'est la grossesse. Thyme exploite 68 magasins d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale, ainsi que 21 espaces-boutiques dans des magasins Babies"R"Us au Canada. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Thyme Maternité en ligne, au thymematernity.com.



107

Comptant 107 magasins d'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, **SMART SET** est la destination mode où il n'aura jamais été aussi inspirant pour les jeunes femmes d'être ensemble. Vêtements de carrière, denim, articles essentiels et accessoires – Smart Set est une destination mode pour femmes vous offrant des styles tendance novateurs à agencer. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Smart Set en ligne, au smartset.ca.

MAGASINS À TRAVERS LE CANADA

REITMANS	PENNINGTONS	ADDITION ELLE	RW & CO.	THYME	SMART SET	TOTAL DE MAGASINS
14	3	2	1	–	3	23
3	1	–	–	–	3	7
19	6	2	2	1	2	32
13	4	3	3	1	3	27
82	27	30	17	21	38	215
110	51	39	30	25	36	291
12	5	3	3	2	3	28
11	6	3	2	2	2	26
41	20	17	11	10	9	108
36	18	6	10	6	8	84
1	–	–	–	–	–	1
1	–	–	–	–	–	1
343	141	105	79	68	107	843



TERRE-NEUVE
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
NOUVELLE-ÉCOSSE
NOUVEAU-BRUNSWICK
QUÉBEC
ONTARIO
MANITOBA
SASKATCHEWAN
ALBERTA
COLOMBIE-BRITANNIQUE
TERRITOIRES DU NORD-OUEST
YUKON

RENSEIGNEMENTS CORPORATIFS

REITMANS (CANADA) LIMITÉE

BUREAU DE L'ADMINISTRATION

250, rue Sauvé Ouest
Montréal, Québec H3L 1Z2

Téléphone : 514-384-1140

Télécopieur : 514-385-2669

Courrier électronique : info@reitmans.com

Site Web de la société : reitmans.ca

ADRESSE ENREGISTRÉE

3300 Highway #7 West, Suite 702
Concord, Ontario L4K 4M3

Téléphone : 905-761-2830

Télécopieur : 905-761-8922

AGENT DES TRANSFERTS ET

AGENT COMPTABLE DES REGISTRES
Services aux investisseurs Computershare Inc.
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

SYMBOLES BOURSIERS

LA BOURSE DE TORONTO

Actions ordinaires RET

Actions de catégorie A

sans droit de vote RET.A



REITMANS PENNINGTONS ADDITION ELLE RW & CO. THYME SMART SET